

CANADA-REVUE

POLITIQUE — LITTÉRATURE — THÉÂTRE — BEAUX-ARTS

VOL. IV

MONTREAL, 18 FEVRIER 1893.

No 7

Les Châtiments

La France républicaine vient de donner aux populations émues un grand exemple et de prouver encore une fois qu'elle mérite bien son titre de "Lumière du Monde."

Les châtimens si rigoureux, dont elle crut devoir punir les trafiquans de son or et de son honneur, seront pour toute l'humanité une mémorable leçon.

L'histoire avait déjà enregistré de plus redoutables punitions, de plus sévères exécutions, mais les circonstances étaient-elles les mêmes ?

Au lendemain d'une révolution, lorsque la haine est dans les cœurs, lorsque l'enivrement de la victoire prête à toutes les violences, nous avons assisté à des réglemens de compte plus sanglans, plus terribles, plus radicaux.

Mais, il était donné à cette République que conspuent et méprisent les hypocrites, les crétins, les éteignoirs de toutes les catégories et de toutes les castes, de montrer en pleine paix à l'univers étonné ce qu'est l'exercice de la froide et implacable justice chez un peuple libre et éclairé.

Tandis que tant de nations se tordaient dans les affres de la prévarication ; tandis qu'à Berlin, Rome, Londres, Québec, le mot de boodlage retentissait dans toutes les enceintes, un grand cri s'éleva dans Paris, et ces milliers de braves et honnêtes travailleurs, qui avaient prodigué leur sueur pour une œuvre dans laquelle ils voyaient la gloire de la France, vinrent demander à la Chambre de leurs représentans de prendre en

main leurs droits et de défendre leur patrimoine.

Ce fut un douloureux événement, et une immense stupeur accueillit l'effrayante nouvelle.

Eh quoi, parmi ces hommes qui avaient juré de se dévouer pendant la paix au bien-être de leur patrie, un tiers presque avaient violé leur serment !

Mais avec cette élasticité de sentiment, ce ressort immense que possède la race, le coup une fois porté, la première émotion dissipée, on se remit à l'œuvre.

L'important était de connaître les coupables ; L'essentiel était de les punir.

La France entière demandait l'application stricte de la loi.

C'est alors que, tout autour d'elle, on commença à se regarder.

Souvent déjà la même clameur avait ébranlé les masses, la tête des ministres concussionnaires, la caisse des banquiers recéleurs avaient été réclamées par le peuple trahi, bafoué et volé.

Toujours le résultat avait été le même.

Du haut en bas de l'échelle la lâcheté ou la trahison, la peur ou la vénalité avaient permis aux ministres et aux banquiers d'échapper aux justes châtimens qui les attendaient.

Qu'allait faire la France Républicaine ?

Ce qu'elle a fait, on le sait aujourd'hui.

Sous le coup de l'enquête parlementaire, ministres, sénateurs, députés, journalistes, écrivains, avocats et notaires, tous les coupables, tous ceux sur le nom desquels restait une tache ont été balayés de la vie publique, rayés des rangs de la société, marqués au front du signe des mandataires déshonnêtes.